

ECO

BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

19 Juin 2024

www.lodj.ma



**QUE VA FAIRE BANK AL-MAGHRIB POUR
LE TAUX DIRECTEUR LE 25 JUIN ?**



L'ODJ R212

LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



DISPONIBLE SUR
 Google Play

**Télécharger notre application
mobile sur Android !**



SCAN ME!

Sommaire

Accélérer la stratégie nationale en multipliant les projets centrés sur les zones logistiques



64 milliards de dirhams pour dynamiser le secteur du BTP au Maroc



Quelle sera l'ampleur du nouveau déficit budgétaire de la loi de finance 2024 ?



La Chine se détourne des bons du Trésor américains



Optimisme malgré quelques nuances des Chefs d'Entreprises pour le 2ème Trimestre 2024



Que va faire Bank Al-Maghrib pour le taux directeur le 25 Juin ?



La Gigafactory de Gotion High-Tech: Un tremplin pour l'économie marocaine !



ÉDITO

Que va faire Bank Al-Maghrib pour le taux directeur le 25 Juin ?



À la veille de chaque réunion du conseil de Bank Al-Maghrib, l'attention de tout le pays se tourne vers cette instance cruciale. Les opérateurs économiques, les ménages marocains et la presse spécialisée retiennent leur souffle, anxieux de connaître la décision qui sera prise sur le taux directeur.

L'incertitude règne : une diminution stimulerait l'économie en facilitant l'accès au crédit, une augmentation freinerait l'inflation mais pourrait ralentir la croissance, tandis qu'une stabilité signifierait une continuité dans la politique monétaire actuelle. Ce suspense autour de la décision de la BAM reflète l'importance de ce taux pour la santé économique du pays, influençant les investissements, la consommation et les perspectives de croissance.

Récemment, la BCE a décidé de baisser ses trois taux d'intérêt directeurs de 25 points de base, après neuf mois de stabilité.

La politique monétaire est un levier essentiel pour la stabilité économique d'un pays. La Banque centrale marocaine (Bank Al-Maghrib, BAM) se trouve actuellement à un carrefour crucial, alors que les décisions récentes de la Banque centrale européenne (BCE) et les attentes du marché influencent fortement les anticipations. L'orientation future du taux directeur de la BAM est au centre des discussions, surtout à la lumière des actions récentes de la BCE.

Cette décision repose sur une évaluation positive des perspectives d'inflation. En effet, l'inflation a chuté de plus de 2,5 points de pourcentage depuis septembre 2023, montrant des signes d'affaiblissement des pressions sur les prix et une diminution des attentes d'inflation à tous les horizons. Cette politique vise à modérer le degré de restriction monétaire, tout en gardant les attentes d'inflation bien ancrées.

Christine Lagarde, présidente de la BCE, a souligné que cette baisse des taux était la première en près de cinq ans, fixant le taux de dépôt de référence à 3,75 %. Cette décision s'inscrit dans une tendance observée chez plusieurs autres banques centrales, notamment celles du Canada, du Brésil, du Mexique, du Chili, de la Suisse et de la Suède. Cependant, la FED et la Banque d'Angleterre (BoE) ont opté pour maintenir leurs taux inchangés, reflétant une prudence continue face aux incertitudes économiques.

ÉDITO

Que va faire Bank Al-Maghrib pour le taux directeur le 25 Juin ?

La question clé qui se pose maintenant est de savoir si Bank Al-Maghrib suivra l'exemple de la BCE en abaissant son taux directeur lors de sa prochaine réunion. Le contexte économique marocain présente ses propres défis et opportunités, influençant la décision de la BAM.

L'inflation au Maroc, bien que sous contrôle, reste un indicateur crucial pour la politique monétaire. Toute décision de la BAM sera prise en tenant compte de la dynamique inflationniste locale, des prévisions économiques et des conditions du marché. Une baisse du taux directeur pourrait stimuler l'économie en facilitant l'accès au crédit et en soutenant la consommation et l'investissement.

En suivant l'exemple de la BCE, la BAM pourrait opter pour une réduction modérée du taux directeur, visant à soutenir la croissance économique tout en gardant un œil vigilant sur l'inflation. Cependant, une telle décision ne sera pas prise à la légère. La BAM devra évaluer l'impact potentiel sur les marchés financiers, la stabilité du dirham et les flux de capitaux.

Les réactions du marché à une telle décision seront cruciales. Une baisse du taux directeur par la BAM pourrait entraîner une réaction positive, similaire à celle observée en Europe, où l'euro a légèrement augmenté après l'annonce de la BCE. De même, les rendements des obligations marocaines pourraient réagir, reflétant les anticipations du marché concernant les futures actions de la BAM.

La prochaine réunion du conseil de Bank Al-Maghrib, prévue pour le 25 juin, sera scrutée de près par les analystes et les investisseurs. La décision prise lors de cette réunion donnera une indication claire de l'orientation future de la politique monétaire marocaine. La BAM devra naviguer prudemment, en équilibrant la nécessité de stimuler l'économie et de maintenir la stabilité des prix.

La décision de Bank Al-Maghrib concernant le taux directeur sera déterminante pour l'avenir économique du Maroc. En s'inspirant des actions de la BCE, la BAM pourrait choisir de baisser son taux directeur pour soutenir la croissance économique, tout en gardant un œil vigilant sur les pressions inflationnistes. La prudence et la réactivité seront les maîtres mots de cette décision, afin d'assurer une stabilité économique durable pour le Maroc.





Optimisme malgré quelques nuances des Chefs d'Entreprises pour le 2ème Trimestre 2024

Les enquêtes trimestrielles de conjoncture réalisées par le Haut Commissariat au Plan (HCP) pour le 1er trimestre 2024 et les anticipations pour le 2ème trimestre 2024 montrent des perspectives variées parmi les chefs d'entreprises des secteurs industriels et de la construction.

Globalement, les chefs d'entreprises affichent une attitude optimiste pour les mois à venir, bien que certains segments spécifiques montrent des prévisions plus prudentes ou pessimistes.

Les données pour le 1er trimestre 2024 révèlent une stabilité de la production dans l'industrie manufacturière. Cette stabilité résulte d'une hausse de la production dans des branches telles que l'«Industrie alimentaire», l'«Industrie automobile» et la «Fabrication d'autres matériels de transport», contrebalancée par des baisses dans l'«Industrie chimique», l'«Industrie du cuir et de la chaussure» et la «Fabrication d'équipements électriques». Les carnets de commandes sont jugés normaux, et le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) s'établit à 75%. Cependant, 34% des entreprises ont rencontré des difficultés d'approvisionnement en matières premières, surtout celles d'origine étrangère. La trésorerie est jugée difficile par 23% des entreprises, atteignant 37% dans l'«Industrie alimentaire».

Pour le 2ème trimestre 2024, les anticipations sont plus optimistes. Les entreprises s'attendent à une augmentation de la production, en particulier dans l'«Industrie automobile», la «métallurgie» et la «Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques». Cependant, une diminution est anticipée dans l'«Industrie de papier et carton» et l'«Industrie du cuir et de la chaussure». Les effectifs employés devraient rester stables.

La production de l'industrie extractive a connu une baisse au 1er trimestre 2024, principalement due à une diminution de la production de phosphates. Toutefois, les prix de vente des produits ont augmenté et l'emploi est resté stable. Pour le 2ème trimestre, les entreprises prévoient une hausse de la production, toujours tirée par l'augmentation de la production de phosphates, avec une stabilité des effectifs.

Ce secteur a connu une baisse de la production au 1er trimestre, due à la diminution de la «Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné». Les prix de vente ont diminué et l'emploi a également baissé. Pour le 2ème trimestre, une augmentation de la production est attendue, attribuable à une hausse de la «Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné», bien que les effectifs devraient diminuer.

La production dans l'industrie environnementale est restée stable au 1er trimestre, en raison de la stagnation de l'activité du «Captage, traitement et distribution d'eau». Les carnets de commandes et l'emploi sont jugés normaux. Les anticipations pour le 2ème trimestre indiquent une stabilité continue dans la production et les effectifs.

Optimisme malgré quelques nuances des Chefs d'Entreprises pour le 2ème Trimestre 2024

Le secteur de la construction a connu une augmentation de l'activité au 1er trimestre 2024, grâce à la hausse dans les branches de la «Construction de bâtiments» et du «Génie civil», ainsi qu'à la stabilité des «Travaux de construction spécialisés».

Les carnets de commandes sont jugés normaux, et l'emploi a légèrement augmenté. Le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) est de 65%. Cependant, 10% des entreprises ont rencontré des difficultés d'approvisionnement en matières premières, et 46% des chefs d'entreprise jugent la trésorerie difficile.

Pour le 2ème trimestre, les chefs d'entreprises anticipent une augmentation de l'activité, avec des hausses attendues dans la «Construction de bâtiments», les «Travaux de construction spécialisés» et le «Génie civil». Cette évolution devrait s'accompagner d'une hausse des effectifs employés.

Les enquêtes trimestrielles de conjoncture montrent une prédominance d'optimisme parmi les chefs d'entreprises pour le 2ème trimestre 2024, malgré quelques nuances.

Dans l'ensemble, les anticipations de croissance dans l'industrie et la construction témoignent d'une résilience et d'un dynamisme qui augurent positivement pour l'économie.

Cependant, les défis liés à l'approvisionnement en matières premières et à la trésorerie demeurent des préoccupations significatives, nécessitant une attention continue pour soutenir cette dynamique positive.



"Quand le bâtiment va, tout va"

L'expression "Quand le bâtiment va, tout va" souligne l'importance du secteur de la construction dans l'économie d'un pays. Lorsque l'industrie du bâtiment est prospère, cela a des répercussions positives sur l'ensemble de l'économie, notamment en créant des emplois, en stimulant la croissance et en favorisant l'investissement.

La phrase "Quand le bâtiment va, tout va" a été formulée par Martin Nadaud, un homme qui fut maçon avant de devenir député puis préfet, au 19e siècle. Cette expression reflète l'importance du secteur de la construction à cette époque, où l'industrie était en plein essor.

L'expression "Quand le bâtiment va, tout va" est parfois critiquée pour être trop simpliste et ne pas prendre en compte les autres secteurs de l'économie. De plus, la prospérité du secteur de la construction ne garantit pas nécessairement la prospérité de l'ensemble de l'économie.





Ghassane El Machrafi présente ses analyses, ses convictions et ses objectifs :

En 2019, l'Observatoire Marocain de la Compétitivité Logistique a évalué le taux de réalisation de cette stratégie à seulement 14% de l'objectif fixé pour 2030. Ce chiffre souligne la nécessité d'accélérer l'implémentation du réseau national des zones logistiques. Pour répondre à ce défi, l'AMDL prévoit de lancer trois nouvelles zones logistiques cette année : Casablanca Sud, Kenitra et Fès, avec l'objectif ambitieux de créer une dizaine de zones supplémentaires d'ici 2028.

Ces nouvelles zones logistiques viseront à optimiser les flux logistiques et à améliorer la performance économique. Elles joueront également un rôle crucial dans la transformation du fret de distribution national, notamment à Casablanca, la capitale économique. En plus, la zone d'Agadir Sud sera commercialisée dès cette année, offrant une position stratégique pour desservir les provinces du Sud du Maroc.

Le développement de zones logistiques permet de créer des infrastructures intermédiaires essentielles pour réaliser des économies d'échelle, améliorer la performance de la chaîne d'approvisionnement et réduire les coûts logistiques. Selon El Machrafi, la chaîne d'approvisionnement nécessite des infrastructures telles que les ports, autoroutes, routes nationales et voies ferrées, qui, combinées à des zones logistiques stratégiques, permettent de massifier les flux et de créer des nœuds à forte valeur ajoutée.

L'enquête sur l'immobilier logistique au Maroc, publiée en 2023, révèle que la majeure partie des entrepôts au Maroc sont de classe C, représentant un défi de modernisation. L'AMDL vise à développer des bâtiments logistiques XXL en périphérie des grandes villes pour répondre aux besoins croissants et améliorer l'agrégation de l'offre logistique. Un objectif intermédiaire de 750 hectares d'ici 2028 a été fixé pour la création de zones logistiques significatives, permettant une optimisation des flux de marchandises.

Accélérer la stratégie nationale en multipliant les projets centrés sur les zones logistiques

Depuis l'adoption de la stratégie nationale de développement de la compétitivité logistique en 2010, le Maroc a fait des pas importants mais encore insuffisants dans le domaine.

Selon Ghassane El Machrafi, Directeur Général de l'Agence Marocaine de Développement de la Logistique (AMDL), il est impératif de dynamiser et de multiplier les projets liés aux zones logistiques pour rattraper le retard et répondre aux évolutions économiques, technologiques et environnementales.

Le mémorandum d'entente signé entre l'AMDL, la CDG Développement et MedZ en avril dernier vise à accélérer la réalisation du programme des zones logistiques. Ce partenariat capitalise sur le travail de planification et d'identification des projets prioritaires par l'AMDL et sur l'expérience de MedZ dans le développement de zones d'activités économiques. Cette synergie publique permet de mutualiser les ressources humaines et financières pour garantir une exécution rapide des projets.

Pour améliorer la compétitivité logistique du Maroc, il est crucial de développer des solutions multimodales intégrant le fret ferroviaire. Le rôle de l'ONCF dans ce domaine est fondamental, car il permet de connecter les installations logistiques par le rail, favorisant ainsi des solutions de transport plus économiques et écologiques. Le Maroc privilégie le maritime, suivi du ferroviaire et du routier, pour réduire les coûts de transport et l'empreinte carbone.

Avec ces initiatives, le Maroc aspire à devenir un hub logistique régional. La logistique, en tant qu'activité transversale, peut devenir un secteur clé à part entière, à l'instar de l'activité de transbordement à Tanger Med. L'accélération de l'exécution de la stratégie nationale passe par le développement rapide et coordonné des zones logistiques, permettant de structurer les flux de marchandises et de soutenir le commerce extérieur marocain.

Pour réaliser les objectifs fixés, le Maroc doit multiplier et dynamiser ses projets de zones logistiques, en s'adaptant aux évolutions économiques et technologiques actuelles. La mise en place de partenariats stratégiques et le développement de solutions multimodales seront essentiels pour améliorer la compétitivité logistique du pays et en faire un hub logistique régional de premier plan.



64 milliards de dirhams pour dynamiser le secteur du BTP au Maroc

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) au Maroc connaît une nouvelle dynamique grâce à l'initiative du ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka. En allouant un budget colossal de 64 milliards de dirhams, le gouvernement vise à lancer plusieurs projets structurants, notamment dans les domaines des routes, autoroutes, ports, équipements publics, et à résoudre la crise de l'eau.

Lors de la journée d'information sur le programme prévisionnel des marchés de BTP 2024, qui s'est tenue le 29 février à la Direction Générale de l'Hydraulique à Rabat, trois ministres ont pris la parole successivement : Nizar Baraka, Abdeljalil Mohammed, ministre du Transport et de la Logistique, et Younes Sekkouri, ministre de l'Inclusion Économique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences.

Cette réunion témoigne d'une coordination interministérielle bien orchestrée visant à repositionner le BTP comme un levier crucial du développement au Maroc.

Nizar Baraka a débuté son intervention en revenant sur les réalisations de 2023. Il a révélé que 41 milliards de dirhams ont été investis dans les infrastructures et la gestion de l'eau, représentant 91 % du programme prévisionnel pour cette année.

Pour 2024, l'investissement public dans le secteur du BTP connaîtra une augmentation spectaculaire de 56 % par rapport à 2023, une hausse significative en vue des grands événements à venir, notamment la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la Coupe du Monde de la FIFA 2030.



Parmi les projets phares annoncés, figure le programme de reconstruction et de réhabilitation des zones touchées par le séisme du Haouz, avec un budget de 120 milliards de dirhams sur cinq ans.

Par ailleurs, un accord signé entre Sa Majesté le Roi Mohammed VI et les Émirats Arabes Unis, couvrant la période 2024-2029, générera des commandes publiques substantielles pour les entreprises du secteur.

Malgré cette envolée des investissements, des mesures d'accompagnement sont nécessaires.

Nizar Baraka a mentionné la classification et la qualification des entreprises du BTP, l'amélioration du cadre de la commande publique et la création de l'Observatoire de BTP (OBTP), visant à accroître la visibilité du secteur.

Le secteur du BTP, représentant plus de 6 % du PIB national et employant un million de Marocains, est l'un des piliers de l'économie marocaine.

Les investissements et les mesures entreprises par le gouvernement visent non seulement à relancer ce secteur vital, mais aussi à renforcer sa contribution à la création de valeur socio-économique. Une Renaissance Annoncée

En conclusion, le secteur du BTP, autrefois considéré en déclin, est en pleine renaissance grâce aux efforts concertés des ministres concernés et à la vision stratégique de gouvernement.

Les investissements massifs et les projets structurants annoncés marquent le début d'une nouvelle ère pour le BTP au Maroc, un secteur clé pour le développement national et la modernisation des infrastructures.

En mobilisant des ressources considérables et en favorisant une coopération interministérielle, le gouvernement marocain affirme son engagement à revitaliser le BTP, assurant ainsi un avenir prometteur pour l'ensemble de l'économie nationale.



La Gigafactory de Gotion High-Tech: Un tremplin pour l'économie marocaine !

L'annonce a fait l'effet d'une bombe dans le landerneau industriel mondial : le géant sino-européen Gotion High-Tech a choisi le Maroc pour implanter sa méga-usine de batteries électriques. Une "gigafactory" aux dimensions impressionnantes, cinq fois plus grande que celle de Renault, qui propulse d'emblée le Royaume au rang d'acteur majeur de la mobilité électrique.

Au-delà de l'effet d'annonce, c'est bien la signification profonde de ce choix stratégique qui mérite d'être soulignée. Car Gotion High-Tech n'a pas cédé aux sirènes des subventions mirobolantes ou des avantages fiscaux mirobolants, proposés par d'autres pays. Non, c'est bien la combinaison unique d'atouts du Maroc qui a convaincu le géant des batteries.

Premier atout, et non des moindres : la stabilité. Dans un monde en proie aux incertitudes, le Maroc offre un cadre politique et économique stable, gage de confiance pour les investisseurs étrangers. Une stabilité renforcée par une gouvernance proactive et une vision à long terme incarnée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Le Maroc, futur champion de la mobilité électrique ?

Deuxième atout de taille : une main d'œuvre jeune, dynamique et qualifiée. Avec un âge médian de 22 ans, le Maroc dispose d'un vivier de talents considérable, prêt à relever les défis de l'industrie de demain. Une jeunesse ambitieuse, ouverte sur le monde et avide de nouvelles technologies, qui représente un atout précieux pour les entreprises innovantes comme Gotion High-Tech.

Troisième atout, et non des moindres : le Maroc a su développer des infrastructures de pointe, à la hauteur des ambitions industrielles du pays. Routes, autoroutes, ports, aéroports... le Royaume s'est doté d'un réseau d'infrastructures moderne et performant, capable d'accompagner la croissance des entreprises et de faciliter les échanges commerciaux.

Quatrième atout, et non des moindres : le Maroc a fait le pari des énergies renouvelables, un choix stratégique qui porte aujourd'hui ses fruits. Avec un coût de l'énergie compétitif et une politique volontariste en matière de transition énergétique, le Royaume offre un environnement attractif pour les entreprises soucieuses de leur empreinte carbone.

Enfin, le Maroc a su tisser des liens économiques forts avec le reste du monde, notamment à travers la signature de nombreux accords de libre-échange. Un atout majeur pour Gotion High-Tech, qui bénéficiera d'un accès privilégié à un vaste marché de consommateurs, notamment en Europe et aux États-Unis.

L'implantation de cette gigafactory, avec à la clé un investissement colossal de 12,8 milliards de dirhams et la création de 17 000 emplois, est bien plus qu'une simple opération industrielle. C'est un signal fort envoyé au monde entier : le Maroc est prêt à devenir un acteur majeur de la mobilité électrique, une industrie d'avenir porteuse de croissance et d'emplois.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la vision royale de faire du Maroc un hub industriel de premier plan, tourné vers l'innovation et le développement durable. Une vision ambitieuse, mais réaliste, qui repose sur les atouts intrinsèques du Royaume et sur la volonté de ses dirigeants de faire du Maroc un acteur incontournable de l'économie mondiale.



Analyse économique : Quelle sera l'ampleur du nouveau déficit budgétaire de la loi de finance 2024 ?

Le Conseil de gouvernement a approuvé l'ouverture de crédits supplémentaires de 14 milliards de dirhams (MMDH), conformément à l'article 60 de la Loi organique relative à la Loi de finances. Ce montant dépasse les 10 milliards initialement prévus et répond à des besoins urgents et imprévus d'intérêt national. Cette décision inclut 4 MMDH pour soutenir l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE), 3,3 MMDH pour renforcer les fonds propres de certains Établissements et Entreprises Publics (EEP), et 6,5 MMDH pour les dépenses de personnel liées aux engagements du dialogue social.

L'ajout de 14 MMDH aux dépenses publiques pose un défi majeur pour le respect des objectifs budgétaires de 2024. Le gouvernement s'est engagé à maintenir le déficit budgétaire à 4 % du PIB, une cible qui pourrait être compromise par ces nouvelles dépenses. Selon des sources gouvernementales, ces rallonges budgétaires visent à stabiliser les prix des services essentiels et à éviter une hausse des tarifs pour les consommateurs, notamment en ce qui concerne l'ONEE, qui fait face à une dette de plus de 60 milliards de dirhams.

Outre l'ONEE, d'autres EEP nécessitent une recapitalisation pour poursuivre leurs projets d'investissement. Par exemple, l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) a plusieurs chantiers en cours, notamment l'extension du réseau ferroviaire et le développement de nouvelles lignes à grande vitesse (LGV). Ces projets, essentiels pour l'amélioration de la mobilité et du transport public, nécessitent des fonds importants. L'ONCF a d'ailleurs lancé un appel à manifestation d'intérêt pour l'acquisition de 120 trains, avec un coût estimé à 9,2 milliards de dirhams.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement marocain recourt à des crédits supplémentaires pour faire face à des urgences financières. En mai 2023, une enveloppe de 10 milliards de dirhams avait été allouée principalement au soutien de l'ONEE et à la gestion du stress hydrique. En 2022, des crédits supplémentaires avaient également été accordés pour stabiliser les prix de l'électricité et soutenir la compagnie aérienne Royal Air Maroc (RAM) face aux pertes liées à la pandémie.

COMMENT



Pour évaluer l'ampleur de l'impact de la rallonge budgétaire de 14 MMDH sur le déficit budgétaire, il serait opportun de prendre en considération la hausse extraordinaire des recettes fiscales, estimée à fin avril 2024 à plus de 15% par rapport à la même période de 2023.

Ce qui s'est reflété sur le solde ordinaire, arrêté à la même date à +16.465 MDH contre un solde négatif de - 1.794 MDH un an auparavant. D'ailleurs, le déficit du Trésor est évalué à 1.186 MDH, contre 10.582 MDH à fin avril 2023 (cf. Le bulletin mensuel des finances publiques édité par la TGR).

Le Ministre chargé du Budget ne devrait avoir aucune difficulté à préciser les sources de financement de la rallonge budgétaire pour rassurer les marchés sur la soutenabilité du déficit budgétaire.

Le gouvernement marocain, sous la présidence d'Aziz Akhannouch, a récemment adopté un décret pour l'ouverture de crédits budgétaires supplémentaires, une mesure qui soulève des questions cruciales sur l'impact de ces dépenses sur le déficit budgétaire prévu pour 2024. En effet, le projet de loi de finance (PLF) 2024 repose sur des hypothèses de croissance économique de 3,7 % et de maintien du déficit budgétaire à 4 % du PIB. Cependant, avec l'ajout de ces nouvelles dépenses, il est essentiel d'examiner de près les implications potentielles.



La récurrence de ces interventions budgétaires soulève des questions sur la durabilité des finances publiques marocaines. Si ces mesures sont cruciales pour répondre à des besoins immédiats et stabiliser l'économie, elles mettent également en lumière la fragilité des équilibres financiers du pays. Le défi pour le gouvernement sera de gérer ces dépenses supplémentaires sans compromettre les objectifs budgétaires fixés pour 2024.

En conclusion, les crédits supplémentaires récemment adoptés par le gouvernement marocain sont indispensables pour répondre à des besoins urgents et soutenir des secteurs clés de l'économie. Cependant, ils posent un défi significatif pour le maintien du déficit budgétaire dans les limites prévues. Une gestion rigoureuse et des réformes structurelles seront nécessaires pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques et atteindre les objectifs économiques fixés pour 2024.

La Chine se détourne des bons du Trésor américains

Une nouvelle stratégie pour réduire la dépendance aux actifs américains

Dans un monde où la finance et la géopolitique sont étroitement liées, les mouvements stratégiques d'un pays peuvent avoir des répercussions profondes sur l'échiquier mondial. C'est précisément ce qui se passe actuellement avec la Chine et sa décision de se détourner progressivement des bons du Trésor américains. Cette manœuvre, qui pourrait sembler purement économique à première vue, cache en réalité une stratégie complexe visant à réduire la dépendance de Pékin aux actifs américains, dans un contexte de tensions croissantes entre les deux superpuissances.

Contexte et Importance de l'Investissement dans les Bons du Trésor Américains

L'investissement dans les bons du Trésor américains a longtemps été une pratique courante pour de nombreux pays, y compris la Chine. Cet investissement est ancré dans un contexte économique et financier complexe, étant donné le rôle du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale. Entre 2000 et 2013, les avoirs chinois en bons du Trésor avaient quadruplé, atteignant un pic de 1,6 trillion de dollars, faisant de la Chine le plus grand créancier étranger des États-Unis.

Cependant, selon les données les plus récentes du Département du Trésor américain, la Chine a réduit ses avoirs en bons du Trésor de manière notable. L'année dernière a connu la plus forte baisse en pourcentage depuis plus d'une décennie, avec une diminution de plus de 10 %, passant de 869,3 milliards de dollars en mars 2023 à environ 767,4 milliards de dollars en mars 2024. Ce revirement stratégique intervient dans un contexte géopolitique particulièrement tendu. Les relations sino-américaines sont à leur plus bas niveau depuis des décennies, marquées par des différends commerciaux, technologiques et géopolitiques, notamment autour de Taïwan.

L'évolution de cette stratégie d'investissement suscite un vif intérêt à l'échelle mondiale, car elle a des répercussions profondes sur l'économie mondiale et les flux financiers internationaux. Par conséquent, il est crucial de comprendre les motivations de la Chine, les conséquences économiques et géopolitiques de ce changement, ainsi que les alternatives d'investissement envisagées. Cette évolution peut avoir un impact significatif sur les marchés mondiaux et les autres acteurs internationaux, ce qui soulève des questions importantes quant aux réactions et aux perspectives futures.

Par Hicham EL AADNANI
Consultant en Intelligence Stratégique



Facteurs économiques

Un des objectifs clés de la stratégie chinoise est la stabilisation du yuan. En vendant ses bons du Trésor américains, la Chine peut utiliser les dollars obtenus pour acheter sa propre monnaie sur les marchés internationaux, augmentant ainsi la demande et soutenant sa valeur. Cette manœuvre est particulièrement importante dans le contexte actuel, où le yuan est sous pression en raison du ralentissement économique chinois et des sorties de capitaux. Par exemple, au premier trimestre 2023, le yuan s'est déprécié de près de 5% face au dollar, poussant la Banque populaire de Chine à intervenir. En utilisant les dollars provenant de la vente des bons du Trésor, elle a pu stabiliser le yuan autour de 6,90 pour un dollar, un niveau considéré comme psychologiquement important. Cette stabilité est cruciale pour le commerce international de la Chine, car un yuan trop faible pourrait rendre ses importations plus chères, notamment pour des matières premières essentielles, tandis qu'un yuan trop fort nuirait à ses exportations.

La Chine ne se contente pas de vendre des bons du Trésor ; elle réinvestit activement ces fonds dans d'autres actifs. L'or est un bénéficiaire majeur de cette stratégie. Selon le Conseil mondial de l'or, la Chine a augmenté ses réserves d'or de plus de 100 tonnes en 2022, la plus forte hausse annuelle depuis plus de deux décennies. Cette accumulation d'or présente plusieurs avantages : c'est une valeur refuge en temps de crise, elle n'est liée à aucun pays spécifique, et elle pourrait potentiellement soutenir une future monnaie numérique chinoise. Mais l'or n'est pas le seul actif visé. La Chine diversifie également ses investissements dans les obligations d'État d'autres pays, notamment le Japon, la Corée du Sud et certains pays européens. Elle augmente aussi ses investissements directs à l'étranger, en particulier dans les pays de l'initiative "Belt and Road", renforçant ainsi son influence économique et politique dans ces régions.

La Chine se détourne des bons du Trésor américains

La stratégie chinoise s'inscrit dans un effort plus large de "dédollarisation", visant à réduire la dépendance au dollar américain dans le commerce et la finance internationaux. Cette initiative a des implications profondes. À court terme, elle peut protéger la Chine contre les fluctuations du dollar. À long terme, elle vise à éroder la domination du dollar, qui confère aux États-Unis un avantage géopolitique significatif. La Chine n'est pas seule dans cette démarche. La Russie, suite aux sanctions occidentales après l'annexion de la Crimée en 2014, a drastiquement réduit sa dépendance au dollar. L'Inde et le Brésil explorent également des alternatives, comme l'utilisation de monnaies locales dans le commerce bilatéral. Ensemble, ces efforts pourraient, à terme, remettre en question le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale.

Considérations géopolitiques

Un facteur clé dans la stratégie chinoise est la crainte croissante des sanctions américaines. Les États-Unis ont montré à plusieurs reprises leur volonté d'utiliser leur système financier comme arme géopolitique. En 2022, ils ont gelé près de 300 milliards de dollars de réserves russes en réponse à l'invasion de l'Ukraine. Plus tôt, des entreprises chinoises comme Huawei et ZTE ont été coupées du système financier américain, entravant leurs opérations mondiales. Le mécanisme est simple mais puissant : la plupart des transactions internationales passent par le système SWIFT dominé par les États-Unis, et la grande majorité du commerce mondial est libellée en dollars. En restreignant l'accès à ces systèmes, les États-Unis peuvent effectivement isoler un pays ou une entreprise de l'économie mondiale. En réduisant sa dépendance aux actifs américains, la Chine cherche à se protéger contre ce risque.

La stratégie chinoise peut également être vue comme une préparation à d'éventuels conflits, notamment autour de Taïwan. Dans un scénario où les tensions escaladent en conflit ouvert, la Chine pourrait faire face à des sanctions économiques massives, similaires à celles imposées à la Russie. En réduisant sa dépendance aux bons du Trésor et au dollar, Pékin tente de se prémunir contre ce risque.

En parallèle, la Chine renforce ses alliances économiques et stratégiques. Le partenariat "sans limites" avec la Russie, annoncé en 2022, en est un exemple. Les deux pays explorent des alternatives au système SWIFT et augmentent leur commerce en yuans et en roubles. La Chine approfondit également ses liens avec les pays du Golfe, traditionnellement alignés sur les États-Unis, en proposant d'acheter du pétrole en yuans.

Implications et perspectives

La réduction des achats chinois de bons du Trésor pourrait avoir des répercussions significatives. Théoriquement, une baisse de la demande devrait faire monter les taux d'intérêt, rendant plus coûteux pour les États-Unis de financer leur déficit croissant. Cependant, jusqu'à présent, l'impact a été limité. La Réserve fédérale a elle-même été un acheteur majeur dans le cadre de sa politique d'assouplissement quantitatif, et d'autres pays comme le Japon ont augmenté leurs achats.

Néanmoins, si la tendance chinoise se poursuit et s'étend à d'autres pays, les États-Unis pourraient faire face à des coûts d'emprunt plus élevés. Cela pourrait les obliger à réduire leurs dépenses, augmenter les impôts, ou compter davantage sur la Fed pour monétiser la dette, chacune de ces options ayant ses propres risques économiques.

Bien que la Chine reste un créancier majeur des États-Unis, son influence diminue. En 2010, elle détenait environ 20% de la dette américaine détenue par des étrangers ; aujourd'hui, ce chiffre est inférieur à 15%. Cette réduction pourrait, paradoxalement, renforcer la position de négociation américaine. L'idée que la Chine pourrait "faire chanter" les États-Unis en menaçant de vendre massivement ses bons du Trésor devient moins crédible. Cependant, le désengagement chinois pourrait inciter d'autres créanciers étrangers à réévaluer leur propre exposition. Si le Japon, le Royaume-Uni ou les pays du Golfe suivaient l'exemple chinois, cela pourrait déclencher une pression substantielle sur le marché obligataire américain.

Perspectives de la stratégie chinoise

À court terme, la stratégie chinoise comporte des risques. Vendre des bons du Trésor dans un contexte de hausse des taux d'intérêt peut entraîner des pertes en capital. De plus, si cette stratégie nuit à l'économie américaine, la Chine en souffrirait également, étant donné l'interdépendance des deux économies. À long terme, cependant, cette stratégie pourrait catalyser une transformation plus large du système financier international. Un ordre multipolaire pourrait émerger, avec plusieurs monnaies de réserve et centres financiers. Cette transition pourrait conduire à un système financier mondial plus fragmenté et potentiellement moins stable, soulignant la nécessité d'une coopération internationale accrue. Un autre scénario, plus radical, verrait la création d'une nouvelle monnaie de réserve, peut-être liée à un panier de devises ou même à l'or, une idée que la Chine a déjà évoquée dans les forums internationaux. D'autres grandes économies observent attentivement. L'Union européenne, par exemple, cherche à renforcer le rôle international de l'euro. La Russie et l'Inde explorent les monnaies numériques des banques centrales (CBDC) comme moyen de contourner le système dominé par le dollar.

En fin de compte, la décision de la Chine de se détourner des bons du Trésor américains est bien plus qu'un simple ajustement de portefeuille. C'est une stratégie multidimensionnelle visant à réduire sa dépendance économique aux États-Unis, dans un contexte de rivalité géopolitique croissante. Cette démarche est motivée par des facteurs économiques - stabiliser le yuan, diversifier les réserves, réduire l'exposition au dollar - mais aussi par des considérations géopolitiques profondes, notamment la crainte des sanctions américaines et la préparation à d'éventuels conflits. Les implications de cette stratégie sont vastes.

À court terme, elle pourrait affecter les taux d'intérêt américains et la dynamique de la dette. À long terme, elle a le potentiel de remodeler fondamentalement l'ordre économique mondial, remettant en question la domination du dollar et ouvrant la voie à un système financier plus multipolaire. Pour les autres nations et les marchés financiers mondiaux, ces mouvements présentent à la fois des défis et des opportunités.

Les pays et les investisseurs devront naviguer dans un environnement plus complexe et potentiellement plus volatile. Mais cette transition offre aussi la possibilité de repenser le système financier international, peut-être vers un modèle plus équilibré et résilient. En définitive, l'évolution de la stratégie d'investissement de la Chine n'est pas seulement une question financière ; c'est un reflet des changements tectoniques dans l'équilibre du pouvoir mondial, dont les répercussions se feront sentir bien au-delà des salles de marché.



Le Maroc veut s'accaparer 1% du marché international du gaming

Le Maroc ambitionne de devenir un acteur significatif sur la scène internationale du gaming. Lors de la séance des questions orales à la Chambre des conseillers, le mardi 4 juin, Mohamed Mehdi Bensaïd, ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, a présenté un plan ambitieux pour capturer 1% du marché mondial du gaming.

Ce plan gouvernemental vise à développer l'industrie du jeu vidéo au Maroc en attirant les investissements étrangers, en soutenant les développeurs locaux et en créant des infrastructures adéquates. Le ministre a souligné l'importance de cette industrie en pleine croissance, non seulement pour son potentiel économique, mais aussi pour son rôle dans la promotion de la culture et de la créativité marocaine.

Parmi les mesures annoncées, on trouve la création de zones franches dédiées au gaming, offrant des avantages fiscaux et des incitations pour les entreprises internationales. En outre, le gouvernement prévoit de lancer des programmes de formation spécialisés pour les jeunes marocains afin de développer les compétences nécessaires dans ce secteur.

Fès : un incendie ravage un centre commercial, 4 morts et 26 blessés



Une tragédie a frappé la ville de Fès le mercredi 5 juin 2024, lorsqu'un incendie dévastateur a ravagé un complexe commercial à Bab Ftour, situé dans l'ancienne médina. L'incendie, qui a éclaté en soirée, a causé la mort de quatre personnes et en a blessé vingt-six autres, selon les autorités locales.

Les équipes de secours sont rapidement intervenues pour maîtriser les flammes et évacuer les blessés vers les hôpitaux les plus proches. Les pompiers ont mis plusieurs heures à venir à bout de l'incendie en raison de la densité des bâtiments et des matériaux inflammables présents dans le complexe.

Cet événement tragique a soulevé des questions sur la sécurité incendie dans les marchés et centres commerciaux du pays. Les premiers éléments de l'enquête indiquent que l'incendie pourrait être dû à un court-circuit électrique, mais les autorités continuent de rassembler des preuves pour déterminer la cause exacte de l'accident.

En réponse à cette catastrophe, les autorités locales et nationales ont exprimé leur solidarité avec les victimes et leurs familles. Des mesures d'urgence ont été mises en place pour fournir un soutien aux personnes affectées et pour renforcer la sécurité incendie dans les lieux publics.

Les incidents de ce genre sont malheureusement fréquents dans les marchés marocains, où les normes de sécurité sont souvent insuffisantes. Cet incendie relance le débat sur la nécessité d'améliorer les infrastructures et de mettre en place des régulations strictes pour prévenir de telles tragédies à l'avenir.

Acquisition par Holmarcom : Une Nouvelle Ère pour Crédit du Maroc

Le groupe marocain Holmarcom a finalisé l'acquisition des 15% restants de la participation détenue par Crédit Agricole S.A. dans le capital de Crédit du Maroc. Cette transaction porte désormais la participation totale de Holmarcom à 78,7%.

Une Acquisition en Deux Phases

En décembre 2022, Holmarcom, via sa holding Holmarcom Finance Company et sa filiale AtlantaSanad Assurance, avait déjà acquis une première tranche de 63,7% du capital de Crédit du Maroc. Après avoir satisfait toutes les conditions réglementaires, Holmarcom a procédé à l'acquisition des 15% restants, conformément à l'accord initialement prévu 18 mois après la première transaction. Désormais, Holmarcom Finance Company détient 65,9% du capital, tandis qu'AtlantaSanad Assurance en possède 12,8%.

Grâce à la collaboration entre les équipes de Crédit du Maroc et Holmarcom, ainsi qu'au soutien de Crédit Agricole S.A., le plan de transition s'est déroulé sans encombre. Cela a permis une autonomie complète de Crédit du Maroc, tant au niveau de ses activités que de son fonctionnement opérationnel et de son système d'information.

Mohamed Hassan BENSALAH, Président Directeur Général de Holmarcom, a exprimé sa vision stratégique pour Crédit du Maroc. L'objectif est de transformer la banque en un opérateur financier moderne, innovant et engagé, au service des citoyens et des entreprises marocaines pour un développement durable et responsable.

Holmarcom a fixé des objectifs de croissance ambitieux pour la banque, incluant un repositionnement stratégique et un plan de développement structuré autour d'une nouvelle politique marketing et commerciale. Ce plan est soutenu par un programme de transformation digitale et une refonte des offres et parcours clients. Les performances commerciales et financières récentes de Crédit du Maroc témoignent de la pertinence de ces choix stratégiques et de l'engagement des collaborateurs.

En résumé, cette acquisition marque le début d'une nouvelle ère pour Crédit du Maroc, avec des ambitions renouvelées et une stratégie claire pour renforcer sa position sur le marché financier marocain.



Les premiers vaccins personnalisés contre le cancer



Au Royaume-Uni, le National Health Service (NHS) s'apprête à mener des essais pour les premiers vaccins personnalisés contre le cancer.

Une technologie de pointe d'ARNm sera utilisée pour personnaliser chaque vaccin en fonction de chaque participant. D'après les experts, ces vaccins marquent une nouvelle ère dans le traitement du cancer.

À ce jour, trente hôpitaux ont rejoint le Cancer Vaccine Launch Pad du NHS, visant à accélérer la procédure d'inscription des patients vers des essais de vaccins contre le cancer. [...]



Chiffre de la semaine

8,3 milliards

**Coca-Cola demeure donc la marque
la plus achetée au monde**

Pour la douzième année consécutive, Coca-Cola conserve sa position de marque la plus achetée au monde, choisie près de 8,3 milliards de fois en rayon, selon le dernier rapport de Kantar. Ce rapport, analysant 460 milliards de choix de marques de l'année dernière, révèle également une augmentation significative des achats de Red Bull de 17,8%, totalisant 1,43 milliard d'achats. Les consommateurs montrent une préférence croissante pour les boissons contenant de la caféine, avec le café soluble et les boissons énergisantes en hausse respectivement de 1,5% et 1,2%.

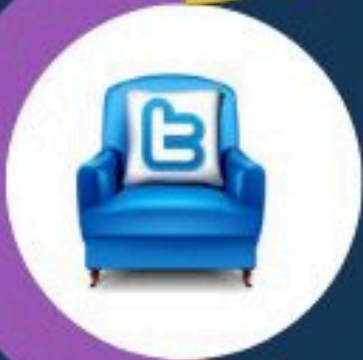
Coca-Cola demeure donc la marque la plus achetée au monde, tandis que des marques comme Red Bull voient une croissance rapide, capturant de nouveaux marchés et répondant aux préférences changeantes des consommateurs pour les boissons énergétiques et caféinées.

Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

Le Projet de loi contre le gaspillage alimentaire au Maroc

Joe Biden veut une conférence sur le Sahara : Le doute est permis, l'espoir aussi

Khalid Doumou : Pourquoi l'État revoit ses participations dans les entreprises publiques ?

Hassan Aourid invité des Escales littéraires

Gigafactories : un avenir prometteur pour l'industrie des batteries électriques au Maroc

Maroc: industrie de défense et autonomie stratégique

Remaniement : pour réaliser l'excellence ou simplement actualiser Excel ?

Le Projet de loi contre le gaspillage alimentaire au Maroc

Acceptation ou Refus par le Gouvernement ?

Le gaspillage alimentaire est un problème croissant au Maroc, atteignant des proportions alarmantes avec 4 millions de tonnes de nourriture jetées en 2022. Face à cette situation préoccupante, des parlementaires ont proposé une loi visant à lutter contre ce fléau.

La question qui se pose est : le gouvernement acceptera-t-il ou refusera-t-il cette proposition ?

Explorons les implications de cette initiative, les mesures proposées et les défis potentiels pour son adoption.

Contexte et Objectifs de la Proposition de Loi

La proposition de loi, présentée à la chambre des conseillers, vise à instaurer des pénalités pour ceux qui gaspillent la nourriture et à encourager la transformation des excédents en produits comestibles, en sources d'énergie ou en engrais. Une des recommandations clés est la distribution des aliments non vendus aux associations aidant les étudiants et les sans-abri. Cette initiative s'appuie sur un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui souligne l'urgence d'agir face à la crise alimentaire mondiale et à la rareté des ressources hydriques.

En 2022, les ménages marocains ont jeté plus de 4,2 tonnes de déchets alimentaires, une augmentation par rapport à l'année précédente. Cela équivaut à une moyenne de 133 kg de nourriture par habitant, contre 91 kg en 2021. Ces chiffres illustrent l'ampleur du problème et l'importance d'adopter des mesures drastiques pour y remédier.

La loi définit le gaspillage alimentaire comme toute nourriture destinée à la consommation humaine qui est laissée à périr par négligence ou jetée intentionnellement à chaque étape de la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur final. Les principaux responsables identifiés sont les producteurs, fabricants, restaurants, hôtels, traiteurs et vendeurs de produits alimentaires, tandis que les consommateurs ordinaires ont une responsabilité limitée.



Les parlementaires proposent que la nourriture non vendue et encore consommable soit soit offerte aux associations, transformée pour la consommation animale, ou utilisée comme source d'énergie et d'engrais. En outre, le texte recommande de fournir ces aliments aux maisons d'étudiants et aux associations s'occupant des sans-abri.

Cette proposition vise non seulement à réduire le gaspillage alimentaire mais aussi à promouvoir une gestion plus durable et responsable des ressources alimentaires au Maroc. Elle cherche à répondre à un besoin urgent de changement des habitudes de consommation et de mise en place de politiques efficaces pour lutter contre un phénomène aux répercussions économiques et environnementales significatives.

L'acceptation de cette loi par le gouvernement représenterait un pas décisif vers une meilleure gestion des ressources alimentaires et pourrait encourager d'autres mesures similaires pour assurer la sécurité alimentaire et protéger l'environnement.

Cependant, plusieurs questions se posent : le gouvernement est-il prêt à imposer des pénalités strictes aux contrevenants ? Les infrastructures nécessaires pour la transformation et la redistribution des excédents alimentaires existent-elles et sont-elles suffisantes ?

De plus, l'acceptation de cette loi nécessite un engagement fort et une collaboration entre différents acteurs, y compris le secteur privé et les associations. Les consommateurs doivent également être sensibilisés et éduqués sur l'importance de réduire le gaspillage alimentaire. Le succès de cette initiative dépendra donc de la capacité du gouvernement à mobiliser l'ensemble des parties prenantes et à mettre en place des mécanismes de suivi et de contrôle efficaces.

Le gouvernement marocain doit désormais décider s'il acceptera ou refusera cette proposition de loi contre le gaspillage alimentaire. L'enjeu est de taille, car il s'agit non seulement de réduire le gaspillage mais aussi de promouvoir une gestion durable des ressources alimentaires. Accepter cette loi serait un signe fort de l'engagement du Maroc envers la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Toutefois, la réussite de cette initiative repose sur la mise en place de mesures concrètes et sur l'implication de tous les acteurs concernés. Le gouvernement saura-t-il relever ce défi crucial ? L'avenir nous le dira.

Maroc: industrie de défense et autonomie stratégique

Une industrie de défense consacre et prolonge l'opérationnalisation de l'autonomie stratégique, laquelle est pratiquement consubstantielle à l'exercice et à la préservation de la souveraineté nationale. Son développement est une longue marche qui s'ouvre, adossée à une stratégie, un cap et des dispositifs désormais opératoires.

Le Conseil des ministres présidé par le Roi le 1er juin courant a adopté, entre autres, un texte important relatif à la création de deux zones d'accélération industrielle de défense. Globalement, c'est là un dispositif particulier visant notamment la fabrication du matériel et des équipements de défense et de sécurité, ainsi que des armes et des munitions.

C'est un décret d'application de la loi n° 10-20 relative à l'industrie de défense, qui traduit l'opérationnalisation des dispositions de l'article 55 de la loi précitée. Il met en place à cet égard un cadre juridique précis, appréhendant un secteur on ne peut plus sensible: des réglementations des autorisations d'exportation et d'octroi d'autorisations spécifiques, la définition des types d'équipements produits localement et les formes de coopération avec des opérateurs industriels.

Il fallait en effet asseoir et sécuriser juridiquement ce secteur, et ce, préalablement au lancement de projets. Il convenait également, dans cette même ligne, de mettre sur pied une politique de régulation (contrôle des opérateurs par des commissions ad hoc, évaluation de la viabilité des projets, conformité aux normes de sécurité nationales). D'autres textes vont suivre, portant sur la composition et le fonctionnement de ces commissions.

À noter encore que les domaines industriels retenus sont éligibles à trois secteurs: catégorie A (matériels de guerre, armes et munitions de défense), catégorie B (armes et équipements de sécurité publique et de maintien de l'ordre), et catégorie C (armes et munitions à usage militaire, chasse, tir sportif et compétitions, armes traditionnelles ou à air comprimé).

Ce grand chantier participe de la volonté de renforcer les capacités des Forces armées royales (FAR). C'est l'un des points de l'ordre du jour adressé d'ailleurs par le Souverain aux FAR, le 14 mai dernier, à l'occasion de la célébration du 68ème anniversaire de la création de celles-ci: «Développer les capacités des FAR, toutes composantes confondues, et les doter de tous les moyens techniques modernes et des équipements nécessaires». Le Maroc entend ainsi faire sa place dans le club restreint des producteurs et des industriels de défense.

Diverses formules de partenariat ont été mises en place pour ce qui est de l'armement défensif: le groupe aérospatial belge Orizio, la société Maintenance Aero Maroc (MAA) émanant de MedZ (Groupe CDG), l'accord avec l'entreprise américaine Lockheed Corporation...

L'engagement du Maroc dans le processus de modernisation de la politique de défense participe de plusieurs préoccupations liées entre elles d'ailleurs. La première a trait à des enjeux économiques notables. Le marché mondial de la production et du commerce d'armement n'est plus limité aux États-Unis et à la France, ni à la Russie et à la Chine. Il s'est ouvert à d'autres pays comme la Turquie, la Corée du Nord, etc. Les dépenses militaires sont en hausse continue et c'est encore plus vrai aujourd'hui en particulier avec la guerre Ukraine-Russie.

Voilà bien une dimension économique qui pèse de plus en plus de tout son poids. Les tensions s'exacerbent et remettent au premier plan ce que l'on a appelé le «dilemme de sécurité», référence à des besoins de sécurité des pays qui nourrissent une insécurité croissante pour les autres. Il faut également relever un autre phénomène qui offre une opportunité pour le Royaume: celui de l'externalisation de l'industrie d'armement avec la sous-traitance d'activités connexes, lié de ce fait à la spécialisation dans le cœur de métier, tout en cherchant l'avantage compétitif offert par des pays émergents comme le Maroc.

Maroc: industrie de défense et autonomie stratégique



Une autre préoccupation regarde, elle, une nécessité stratégique. Pour Rabat, il importe de promouvoir et de consolider à terme une autosuffisance en matériel de défense et de sécurité et de disposer d'une autonomie logistico-opérationnelle. Question de souveraineté et de maîtrise du destin national.

Une politique d'industrie de défense va au-delà d'une base industrielle et technologique de défense, elle est l'expression d'un volontarisme confortant la capacité et l'indépendance de décision, ainsi que la liberté d'action. Ce qui explique qu'il n'y a pas de liberté d'entreprendre dans le secteur de l'industrie de défense: l'autorisation de production et d'exportation est du seul ressort de l'État -une compétence régaliennne.

Une industrie de défense consacre et prolonge ainsi l'opérationnalisation de l'autonomie stratégique, laquelle est pratiquement consubstantielle à l'exercice et à la préservation de la souveraineté nationale. Faire monter en puissance une industrie nationale de défense, assurer sa pérennisation: voilà le diptyque. La loi n° 10-20 a ainsi prévu le soutien à l'investissement dans cette industrie.



La nouvelle Charte de l'investissement, appliquée depuis juillet 2022, a en effet prévu des mesures incitatives en faveur des opérateurs dans le secteur: régimes économiques en douane (admission temporaire, transformation sous douane), exonération de la TVA sur les ventes au profit des organes de l'État chargé de la défense, de la sécurité et du maintien de l'ordre public (art.50, .812. 2), et même dans certaines circonstances des autorisations de fabrication à des personnes morales sans limitation dans le capital social. C'est une longue marche qui s'ouvre, adossée à une stratégie, un cap et des dispositifs désormais opératoires.



Podcast de la semaine

Joe Biden veut une conférence sur le Sahara : Le doute est permis, l'espoir aussi

A cinq mois des élections présidentielles américaines (5 novembre 2024), le Président Joe Biden semble tout d'un coup s'intéresser de près au conflit autour le Sahara marocain qui, simple rappel, dure depuis presque un demi-siècle.

Par Jamal HAJJAM





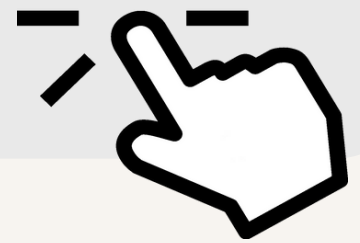
Aïd Al-Adha : Une tradition coûteuse mais incontournable

L'Aïd Al-Adha demeure une célébration profondément ancrée dans la culture et les traditions marocaines. Malgré les difficultés financières qu'elle peut engendrer, cette fête reste incontournable pour une majorité de familles. Les solutions pour atténuer ce fardeau passent par une meilleure organisation communautaire et un soutien accru aux ménages les plus vulnérables, afin de préserver l'esprit de cette fête tout en tenant compte des réalités économiques actuelles.

LODJ
TV


#SURLERING
SAISON 2

**POURQUOI L'ÉTAT REVOIT SES PARTICIPATIONS
DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES ?**



Émission Économique de la semaine

**KHALID DOUMOU : POURQUOI L'ÉTAT REVOIT SES
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES ?**





«Book Club Le Matin» a organisé, le 6 juin, sa 9ème Escale littéraire en marge du Salon international de l'édition et du livre (SIEL) 2023. Les invités, et notamment les mordus d'art plastique, se sont réunis au Sofitel Jardin des Roses Rabat afin de rencontrer Hassan Aourid venu présenter son dernier livre "Al moutcho".



Gigafactories : un avenir prometteur pour l'industrie des batteries électriques au Maroc



Le Maroc se positionne comme un acteur clé dans l'industrie des batteries électriques avec le lancement de gigafactories, créant des milliers d'emplois et attirant des investissements internationaux, tout en s'appuyant sur ses ressources en énergies renouvelables et en produits chimiques.

Une révolution industrielle se profile au Maroc avec le lancement d'une gigafactory pour les batteries électriques.

L'industrie des batteries électriques au Maroc est en plein essor grâce aux investissements dans les gigafactories.

Le Maroc investit dans l'éolien et le solaire, ce qui a conduit à la concrétisation des gigafactories dans la région.

Implication de Volkswagen dans le projet de Gigafactories au Maroc

Potentiel de croissance de l'industrie des batteries électriques au Maroc

Vision du gouvernement marocain pour l'industrie des batteries électriques

Développement de l'industrie des batteries électriques au Maroc

Le secteur des batteries électriques au Maroc offre des opportunités prometteuses pour l'industrie grâce à la richesse du phosphate marocain et à la transition vers la chimie verte.



Podcast Politique

Remaniement : pour réaliser l'excellence
ou simplement actualiser Excel ?

On parle depuis longtemps d'un remaniement de ce gouvernement en place depuis maintenant plus de deux ans et demi. Le chef du gouvernement n'en parle jamais, ni de rien d'autre d'ailleurs, mais dans les salons, il n'y a que ce sujet qui circule ; ambitions cachées des uns, ressentiment bruyant des autres, désir de briller dans l'analyse pour une troisième catégorie. Mais on peut aussi introduire cette proposition que s'il n'y a pas de remaniement du gouvernement, c'est peut-être que c'est... inutile.



L'ODJ R212

LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



DISPONIBLE SUR
 Google Play

**Télécharger notre application
mobile sur Android !**



SCAN ME!



صبين وتكاييس